



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 76.471/4
du 24 juin 2024

advies 76.471/4
van 24 juni 2024

sur

over

un avant-projet de loi
‘modifiant la loi du
15 décembre 1980 sur l’accès
au territoire, le séjour,
l’établissement et
l’éloignement des étrangers
concernant les interprètes et
les traducteurs’

een voorontwerp van wet ‘tot
wijziging van de wet van
15 december 1980 betreffende
de toegang tot het
grondgebied, het verblijf, de
vestiging en de verwijdering
van vreemdelingen wat betreft
de tolken en de vertalers’

Le 8 mai 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, adjointe à la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers concernant les interprètes et les traducteurs'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 24 juin 2024. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Christine HOREVOETS et Géraldine ROSOUX, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Philippe DE BRUYCKER, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier MINY, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 24 juin 2024.

*

Op 8 mei 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wat betreft de tolken en de vertalers'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 24 juni 2024. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Christine HOREVOETS en Géraldine ROSOUX, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Philippe DE BRUYCKER, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier MINY, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 24 juni 2024.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

IRRECEVABILITÉ PARTIELLE DE LA DEMANDE D'AVIS

Dans l'avis 75.429/4 donné le 13 mars 2024, la section de législation s'est prononcée sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers concernant les interprètes et les traducteurs'.

Sauf en cas de modification du contexte juridique, la section de législation ne donne pas de nouvel avis sur des dispositions qui ont déjà été examinées précédemment ou qui ont été modifiées à la suite d'observations formulées dans des avis antérieurs.

Lorsque la section de législation a donné un avis, elle a épuisé la compétence que lui confère la loi et il ne lui appartient dès lors pas de se prononcer à nouveau sur les dispositions déjà examinées, qu'elles aient été revues pour tenir compte des observations formulées dans le premier avis ou qu'elles demeurent inchangées.

Il en va différemment lorsqu'il est envisagé d'insérer dans le texte des dispositions entièrement nouvelles – ou d'y modifier les dispositions originales –, dont le contenu est indépendant des observations ou suggestions formulées dans le premier avis de la section de législation : en pareil cas, une nouvelle consultation de celle-ci est requise, portant sur les dispositions nouvelles.

Dans son avis 75.429/4, la section de législation a notamment formulé l'observation suivante sous l'article 4 de l'avant-projet alors à l'examen :

« Il résulte de l'article 1^{er}/4 en projet que les conditions de désignation des interprètes et des traducteurs auxquels les instances de séjour ou de protection internationale peuvent recourir seront fixées par le Roi.

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est cependant attirée sur le fait que, conformément à l'article 22 de la Constitution, les éléments essentiels des traitements de données à caractère personnel ¹ doivent être fixés dans une norme législative.

L'auteur de l'avant-projet s'assurera donc que l'énumération des données à caractère personnel figurant à l'article 1^{er}/4, § 2, en projet, est exhaustive au regard des conditions de désignation que le Roi est habilité à fixer ».

À la suite de cette observation, l'avant-projet a été modifié par son auteur. Parmi les modifications apportées figure celle consistant à énoncer les conditions de désignation dans l'avant-projet au lieu d'habiliter le Roi à fixer celles-ci. Cette règle nouvelle n'est pas la conséquence directe de l'observation formulée par la section de législation dans l'avis 75.429/4. Il en est de même en ce qui concerne la modification apportée à l'article 1^{er}/4, § 1^{er}, alinéa 3, dernière phrase, en projet en vertu de laquelle « [l]’interprète ou le traducteur concerné est informé au préalable de ce retrait et du motif de ce retrait », ainsi que pour la modification qui figure dans le paragraphe 5, alinéas 2 et 3, de la même disposition.

Pour le reste, le contenu de l'avant-projet est identique à celui préalablement soumis à la section de législation ou a été modifié conséquemment à l'avis 75.429/4.

Compte tenu de ce qui précède, la section de législation limite dès lors son examen à l'article 1^{er}/4, § 1^{er}, alinéa 3, dernière phrase, § 3 et § 5, alinéas 2 et 3, en projet.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

Article 4

1. À l'article 1^{er}/4, § 3, alinéa 1^{er}, 10°, en projet, il est énoncé la condition selon laquelle la personne concernée doit « s'engager à suivre, selon les modalités arrêtées par le Roi et avec succès, la ou les formations organisées par l'instance, soit apporter la preuve du suivi et de la réussite d'une formation définie par le Roi ».

Interrogé sur l'objt et la nature de la formation envisagée, le délégué de la Secrétaire d'État a fourni les explications suivantes :

« Il n'y a pas de formation spécifiquement visée. Mais à titre d'exemple, le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides organise régulièrement pour les interprètes la formation 'Interprétation dans le contexte de l'asile' mise sur pied par l'Agence européenne pour l'asile.

¹ *Note de bas de page n° 3 de l'avis cité* : La Cour constitutionnelle et la section de législation considèrent que, quelle que soit la matière concernée, constituent, en principe, des « éléments essentiels » les éléments suivants : (1°) les catégories de données traitées, (2°) les catégories de personnes concernées, (3°) la finalité poursuivie par le traitement, (4°) les catégories de personnes ayant accès aux données traitées et (5°) le délai maximal de conservation des données. Voir à cet égard, l'avis 68.936/AG donné le 7 avril 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 14 août 2021 'relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique', observation n° 101, *Doc. parl.*, Chambre, 2020-2021, n° 55-1951/001, p. 119 ; C.C., 13 mars 2022, n° 33/2022, B.13.1 ; C.C., 22 septembre 2022, n° 110/2022, B.11.2 ; C.C., 1^{er} juin 2023, n° 84/2023, B.16.9.

Il peut également être question de formations relatives à la déontologie, relatives à la terminologie, relatives à l'interprétation lors d'entretiens avec des mineurs d'âge, relatives à des récits liés à la question du genre etc. ».

Les explications et exemples du délégué de la Secrétaire d'État figureront utilement dans le commentaire de la disposition.

2. L'article 1^{er}/4, § 3, alinéas 6 et 7, en projet énonce les règles relatives à l'autorité responsable du traitement des données à caractère personnel et celles relatives à la durée de conservation de ces données. Or, au paragraphe 2, les alinéas 2 et 3 fixent également de telles règles.

Interrogé au sujet de la cohérence de la disposition, le délégué de la Secrétaire d'État a expliqué ce qui suit :

« Sauf exceptions, une instance ne peut faire appel qu'aux services des interprètes et traducteurs inscrits sur la liste qu'elle tient (§ 1^{er}).

Le paragraphe 2 concerne cette liste en tant que telle et les données à caractère personnel qui s'y retrouvent. Ces données doivent permettre d'identifier les interprètes et traducteurs inscrits sur cette liste, de les recontacter facilement, de pouvoir bénéficier des coordonnées et références utiles à leur rémunération, permettre aux instances de trouver un interprète ou traducteur travaillant dans la langue requise par la mission, etc.

Le paragraphe 3 concerne les conditions de désignation qui doivent être remplies pour pouvoir être inscrit sur cette liste. Ces conditions doivent être remplies préalablement à l'inscription sur la liste tenue par une instance. Ces conditions, et les données récoltées à cet égard, visent à ce que ne soient finalement inscrites sur la liste tenue par une instance que des personnes à même de fournir des prestations de qualité.

Les données relatives à ces conditions de désignation (§ 3) ne sont donc pas les mêmes que celles qui sont reprises in fine dans la liste d'interprètes et de traducteurs tenue par l'instance (§ 2) et les finalités de leurs traitements ne sont pas les mêmes.

Il y a donc une distinction à faire entre les données à caractère personnel visées au paragraphe 2 et celles visées au paragraphe 3, distinction qui justifie que chacun de ces paragraphes comporte des dispositions relatives à leurs traitements ».

Il est pris acte de ces explications.

*

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

GEDEELTELIJKE ONONTVANKELIJKHEID VAN DE ADVIESAANVRAAG

In haar advies 75.429/4 van 13 maart 2024 heeft de afdeling Wetgeving zich uitgesproken over een voorontwerp van wet ‘tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wat betreft de tolken en de vertalers’.

De afdeling Wetgeving geeft geen nieuw advies over bepalingen die al eerder zijn onderzocht of die zijn gewijzigd ten gevolge van opmerkingen in eerdere adviezen, tenzij de juridische context intussen is gewijzigd.

Wanneer de afdeling Wetgeving een advies heeft gegeven, heeft ze de bevoegdheid waarover ze krachtens de wet beschikt, volledig uitgeoefend. Het komt haar derhalve niet toe zich opnieuw uit te spreken over de reeds onderzochte bepalingen, ongeacht of die zijn herzien om rekening te houden met de opmerkingen die in het eerste advies zijn gemaakt, dan wel ongewijzigd blijven.

Dat geldt niet wanneer wordt overwogen in de tekst volledig nieuwe bepalingen in te voegen – of er de originele bepalingen te wijzigen – waarvan de inhoud losstaat van de opmerkingen of voorstellen die de afdeling Wetgeving in het eerste advies heeft geformuleerd: in zo’n geval moet de afdeling Wetgeving weer worden geraadpleegd over de nieuwe bepalingen.

De afdeling Wetgeving heeft in haar advies 75.429/4 met name de volgende opmerking gemaakt over artikel 4 van het destijds voorliggende voorontwerp:

“Uit het ontworpen artikel 1/4 blijkt dat de Koning de aanstellingsvoorwaarden moet bepalen voor de tolken en vertalers op wie de instanties voor verblijf of internationale bescherming een beroep kunnen doen.

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

De steller van het voorontwerp wordt er evenwel op gewezen dat, overeenkomstig artikel 22 van de Grondwet, de essentiële elementen van de verwerkingen van persoonsgegevens¹ in een wettelijke norm vastgelegd moeten worden.

De steller van het voorontwerp moet er zich dan ook van vergewissen dat de opsomming van persoonsgegevens vervat in het ontworpen artikel 1/4, § 2, exhaustief is in het licht van de aanstellingsvoorwaarden die de Koning kan vaststellen.”

Naar aanleiding van die opmerking heeft de steller het voorontwerp gewijzigd. Een van de wijzigingen bestaat erin dat het voorontwerp de aanstellingsvoorwaarden zelf bepaalt in plaats van de Koning daartoe te machtigen. Die nieuwe regel is geen rechtstreeks gevolg van de opmerking die de afdeling Wetgeving in advies 75.429/4 heeft gemaakt. Hetzelfde geldt voor de wijziging die is aangebracht in het ontworpen artikel 1/4, § 1, derde lid, laatste zin, die inhoudt dat “[d]e betrokken tolk of vertaler (...) vooraf op de hoogte [wordt] gesteld van deze schrapping en van de reden daarvoor”, alsook voor de wijziging die is aangebracht in paragraaf 5, tweede en derde lid, van dezelfde bepaling.

Voor het overige is het voorontwerp inhoudelijk identiek aan het voorontwerp dat eerder aan de afdeling Wetgeving werd voorgelegd, of bevat het wijzigingen die voortvloeien uit advies 75.429/4.

Gelet op wat voorafgaat beperkt de afdeling Wetgeving haar onderzoek dan ook tot het ontworpen artikel 1/4, § 1, derde lid, laatste zin, § 3 en § 5, tweede en derde lid.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

Artikel 4

1. Het ontworpen artikel 1/4, § 3, eerste lid, 10°, stelt als voorwaarde dat de betrokkene “zich ertoe verbind[t] ofwel de opleiding(en) georganiseerd door de instantie te volgen en met succes af te ronden, volgens de door de Koning bepaalde modaliteiten, ofwel het bewijs lever[t] een door de Koning bepaalde opleiding te hebben gevolgd en met succes te hebben voltooid.”

Naar aanleiding van een vraag over de inhoud en de aard van de beoogde opleiding heeft de gemachtigde van de staatssecretaris de volgende uitleg gegeven:

“Il n’y a pas de formation spécifiquement visée. Mais à titre d’exemple, le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides organise régulièrement pour les interprètes la formation ‘Interprétation dans le contexte de l’asile’ mise sur pied par l’Agence européenne pour l’asile.

¹ Voetnoot 3 van het geciteerde advies: Het Grondwettelijk Hof en de afdeling Wetgeving zijn van oordeel dat, ongeacht de aard van de betrokken aangelegenheid, de volgende elementen in beginsel “essentiële elementen” uitmaken: (1°) de categorieën van verwerkte gegevens; (2°) de categorieën van betrokken personen; (3°) de met de verwerking nagestreefde doelstelling; (4°) de categorieën van personen die toegang hebben tot de verwerkte gegevens; en (5°) de maximumtermijn voor het bewaren van de gegevens. Zie in dat verband advies 68.936/AV van 7 april 2021 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 14 augustus 2021 ‘betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie’, opmerking 101, *Parl.St. Kamer* 2020-21, nr. 55-1951/001, 119; *GwH* 13 maart 2022, nr. 33/2022, B.13.1; *GwH* 22 september 2022, nr. 110/2022, B.11.2; *GwH* 1 juni 2023, nr. 84/2023, B.16.9.

Il peut également être question de formations relatives à la déontologie, relatives à la terminologie, relatives à l'interprétation lors d'entretiens avec des mineurs d'âge, relatives à des récits liés à la question du genre etc.”

Het verdient aanbeveling de uitleg en de voorbeelden die de gemachtigde van de staatssecretaris geeft, op te nemen in de commentaar op de bepaling.

2. Het ontworpen artikel 1/4, § 3, zesde en zevende lid, bepaalt de regels inzake de autoriteit die verantwoordelijk is voor de verwerking van de persoonsgegevens, alsook de regels inzake de bewaartermijn van die gegevens. Dergelijke regels worden echter ook in paragraaf 2, tweede en derde lid, vastgesteld.

Naar aanleiding van een vraag over de coherentie van de bepaling heeft de gemachtigde van de staatssecretaris de volgende uitleg gegeven:

“Sauf exceptions, une instance ne peut faire appel qu’aux services des interprètes et traducteurs inscrits sur la liste qu’elle tient (§ 1^{er}).

Le paragraphe 2 concerne cette liste en tant que telle et les données à caractère personnel qui s’y retrouvent. Ces données doivent permettre d’identifier les interprètes et traducteurs inscrits sur cette liste, de les recontacter facilement, de pouvoir bénéficier des coordonnées et références utiles à leur rémunération, permettre aux instances de trouver un interprète ou traducteur travaillant dans la langue requise par la mission, etc.

Le paragraphe 3 concerne les conditions de désignation qui doivent être remplies pour pouvoir être inscrit sur cette liste. Ces conditions doivent être remplies préalablement à l’inscription sur la liste tenue par une instance. Ces conditions, et les données récoltées à cet égard, visent à ce que ne soient finalement inscrites sur la liste tenue par une instance que des personnes à même de fournir des prestations de qualité.

Les données relatives à ces conditions de désignation (§ 3) ne sont donc pas les mêmes que celles qui sont reprises in fine dans la liste d’interprètes et de traducteurs tenue par l’instance (§ 2) et les finalités de leurs traitements ne sont pas les mêmes.

Il y a donc une distinction à faire entre les données à caractère personnel visées au paragraphe 2 et celles visées au paragraphe 3, distinction qui justifie que chacun de ces paragraphes comporte des dispositions relatives à leurs traitements.”

Van die uitleg wordt akte genomen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Bernard BLERO